



SOCIÉTÉ

À Marseille, les écoles « laboratoires » créent la division

Le plan d'urgence présenté par le président de la République, en déplacement vendredi dans le Sud, contient un volet éducatif.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION « C'est un peu la liste au Père Noël », résume Emilie*, une directrice d'école concernée par l'expérimentation annoncée par Emmanuel Macron dans 50 des 470 écoles marseillaises. En déplacement début septembre dans la cité phocéenne, pour y présenter son plan d'urgence « Marseille en grand », le chef de l'État avait créé la surprise en annonçant, entre autres, vouloir expérimenter dans 50 écoles « laboratoires » la liberté du choix des enseignants par le directeur « pour être sûr qu'ils sont pleinement motivés ». Un véritable pavé dans la mare dans le monde éducatif. Ambition affichée ? Faire venir les professeurs dans des écoles peu attractives et instiller un esprit d'innovation, sur la base de projets évalués ensuite pour être reconduits et financés. Cette tonalité libérale hérisse les syndicats.

Arrivé vendredi à Marseille, le chef de l'État a dîné avec le préfet des Bouches-du-Rhône, le maire socialiste de Marseille, Benoît Payan, le recteur de l'académie et les acteurs du plan « Marseille en grand » - qui couvre l'éducation, le logement, les transports et la sécurité. Pour l'accueillir, une intersyndicale avait appelé au rassemblement sur la Canebière afin de demander le retrait de l'expérimentation. « 50 écoles concernées, cela ne répond en rien aux problématiques », assène Virginie Akliouat, secrétaire générale du Snuipp 13, principal syndicat du primaire, qui évoque « une dérégulation » et une « école à deux vitesses ». « Nous attendons aussi des précisions sur le bâti scolaire », ajoute-t-elle. En début de semaine, le maire Benoît Payan a dévoilé un plan à 1,2 milliard d'euros pour ce bâti. L'invest-

tissement de l'État reste à préciser.

Des « écoles Macron »

« Avec la présidentielle, l'Éducation nationale sera peut-être en position de secouer le mammoth », espère Emilie. Cette directrice d'école maternelle des quartiers sud de Marseille a rendu à l'Inspection son projet pour faire partie des écoles « laboratoires ». « Avec ces "écoles Macron", la mairie sera aussi contrainte de faire des efforts, en recrutant davantage d'Atsem (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles, NDLR), qui pourront être là pour réellement seconder les enseignants, pas pour faire le ménage ! ajoute-t-elle. À Marseille, une Atsem par classe, ça n'existe pas ». Elle s'est inspirée des récentes recherches en neurosciences, autour de l'écriture et de la musique - avec commande de casques Itech pour « écouter Mozart et développer la concentration dès trois ans » -, ouverture d'une classe pour les moins de trois ans, création d'un pôle de soin avec permanence d'une orthophoniste, baisse des effectifs à 20 par classe, alphabétisation des parents, et possibilité de choisir ses enseignants, via des « postes à profil »... « On s'est fait plaisir ! C'est très réjouissant. Reste à savoir si tout cela pourra se concrétiser, alors que l'année scolaire est entamée et que l'élection présidentielle peut rebattre les cartes », observe la directrice, enthousiaste, mais pas dupe. Dans sa circonscription, les écoles sollicitées par l'inspecteur pour participer ne relèvent pas de l'éducation prioritaire (REP).

Les écoles REP ont bénéficié de beaucoup de financement et elles n'ont pas toujours été très innovantes », estime-t-elle. La sienne, socialement mixte, « avec des enfants d'ingénieurs qui cassent les indices », ne bénéficie pas de mesures d'aides

spécifiques. Ce profil d'école sera-t-il visé par l'expérimentation ? À ce jour, 62 écoles marseillaises ont présenté un projet. Le cahier des charges est en cours d'élaboration. ■

* Le prénom a été modifié.





Emmanuel Macron, avec le maire de Marseille Benoît Payan, lors de sa visite dans la cité phocéenne, au début du mois de septembre.

GUILLAUME HORCAJUELO/
AFP

